

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Étranger	Pays à demi-tarif . . .	30 fr.
	Pays à plein tarif . . .	35 fr.

(Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
 Par porteur ou par la poste,  
 Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
 Étranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'École Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1938

1 <sup>er</sup> juillet	N° 377 — Arrêté fixant la composition de la commission d'adjudication pour les marchés des travaux publics.	409
4 juillet	N° 520 — Décision portant création du conseil consultatif du tourisme au Territoire et désignant les membres dudit conseil.	410
6 juillet	N° 385 — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1938.	410
6 juillet	N° 526 — Décision portant désignation pour l'année 1938 des membres du conseil de révision des recrutés des forces de police du Territoire.	413
6 juillet	N° 527 — Décision portant constitution au territoire du Togo d'un comité d'études techniques des carburants coloniaux de remplacement.	413
6 juillet	N° 1332 — Note de service relative au plan de campagne du service de la trypanosomiase.	414
8 juillet	N° 386 — Arrêté réglant la tenue des audiences de vacations pendant l'année 1938.	414
8 juillet	N° 388 — Arrêté modifiant la dénomination des stations météorologiques du territoire du Togo.	414
9 juillet	N° 533 — Décision modifiant le taux des remises à allouer aux chefs sur le produit de l'impôt.	415
15 juillet	N° 395 — Arrêté portant prorogation de mesures sanitaires	415

Liste des appareils téléphoniques en service dans le territoire du Togo . . . . .	415
Nominations, mutations etc. . . . . concernant le personnel.	417
Divers . . . . .	420

#### Avis et communications

Cours officiel des changes . . . . .	422
Avis de concours . . . . .	422
Première liste des souscriptions recueillies pour l'érection du monument Georges Clémenceau . . . . .	422

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Commission d'adjudication des marchés

**ARRETE** N° 377 fixant la composition de la commission d'adjudication pour les marchés des travaux publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1927 instituant une commission d'adjudication;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1927 rendant exécutoires les conditions générales pour les fournitures de toute espèce, et pour toutes les entreprises à exécuter en vertu des marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1932 fixant la composition de la commission d'adjudication du service local;

Vu l'arrêté n° 121 du 23 février 1937 fixant la composition de la commission d'adjudication (budget local, et budget annexe);

Vu l'arrêté n° 213 du 20 avril 1937 modifiant l'arrêté n° 121 du 23 février 1937 fixant la composition de la commission d'adjudication;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission chargée de procéder aux adjudications de travaux publics du Territoire est fixée comme suit :

Le chef du bureau des finances du Territoire *Président*  
 Le trésorier-payeur,  
 Le chef du service de l'enregistrement et des domaines. *Membres*

Le chef du service des travaux publics et des transports assisté aux séances d'adjudications et doit être obligatoirement consulté pour toute décision à prendre par la commission.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions contraires concernant la composition des commissions d'adjudication pour les marchés de travaux publics, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> juillet 1938.  
 MONTAGNE.

## Conseil consultatif du tourisme.

DECISION N° 520 portant création du conseil consultatif du tourisme au Territoire et désignant les membres dudit conseil.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Considérant la place grandissante que prend le tourisme en Afrique et l'intérêt qu'il y a à doter le Territoire d'un organisme propre à étudier et solutionner les questions touchant le tourisme;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo placé sous le mandat de la France un conseil consultatif du tourisme.

Ce conseil a pour mission générale l'étude des moyens propres à favoriser le développement du tourisme au Territoire et des mesures à prendre en vue de leur mise en œuvre.

Il adresse périodiquement le compte rendu de ses travaux et ses propositions au Commissaire de la République.

ART. 2. — La composition du bureau du conseil consultatif du tourisme est fixée ainsi qu'il suit :

*Président :*

M. de Saint-Alary, inspecteur des affaires administratives.

*Vice-présidents :*

M.M. Pialoux, chef du service des travaux publics et des transports;

Eychenne, président de la chambre de commerce;

Médecin-commandant Bidot, chef du service de la lutte contre la maladie du sommeil.

*Trésorier général :*

M. Capurro, agent de la compagnie des chargeurs réunis.

*Trésorier :*

M. Augustino de Souza.

*Secrétaire général :*

M. Maillet, chef de circonscription administrative.

*Secrétaire :*

M. Savi de Tové.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 juillet 1938.

MONTAGNE.

## Mercuriales officielles

ARRETE N° 385 fixant les mercuriales officielles pour le deuxième semestre 1938.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 4 mai 1938 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales dans sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 6 juillet 1938;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le deuxième semestre 1938, en conformité des indications du tableau 1, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera affiché dès réception au bureau des douanes et au bureau de la mairie de Lomé, dans les bureaux de poste et des circonscriptions administratives du Territoire.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 juillet 1938.

MONTAGNE.